

TEST DE SELECTION

SAMEDI 26 MAI 2018 : 14H00-17H00

Le test comprend deux épreuves :

1. Epreuve de résumé de texte noté sur 20
2. QCM de culture générale noté sur 20

1. Epreuve de résumé de texte

Sujet : Résumer en 250 mots le texte ci-après

Indications

1. Vous n'avez pas à donner de titre à votre résumé ;
2. Vous n'avez pas à donner de sous-titre ;
3. Votre exposé doit traduire le plus fidèlement possible les idées exprimées dans le texte et elles seules ;
4. Le nombre de mots employés devra figurer à la fin de chaque alinéa. Vous décompterez impérativement les mots par groupe de cinquante et vous indiquerez en fin de devoir le nombre exact de mots employés.
Il est signalé qu'un mot monosyllabique (à – a – de – le), un mot élidé (d' – l' – s' – c'...), un nombre, un pourcentage ou une fraction comptent à chaque fois pour un mot.

N.B.

1. *Vous vous appliquerez à composer et à rédiger votre résumé, qui ne pourra se réduire à un plan schématique. Les correcteurs tiendront particulièrement compte de la présentation et de l'expression.*
2. *Le dépassement du nombre minimal ou maximal de mots sera toléré dans la limite de 10 % (entre 225 et 275 mots) ; au-delà tout dépassement sera sévèrement pénalisé ainsi que tout décompte erroné.*
3. *Ce document comporte 7 pages recto, paginées de 1 à 6.*

2. QCM de culture générale

Le QCM comporte 20 questions auxquelles vous répondrez en cochant une case et une seule.

N'oubliez pas de renseigner les rubriques de l'en-tête et de glisser le QCM dans la copie du résumé de texte.

Les Français se sentent aujourd'hui souvent déracinés. Le pire est qu'ils n'ont pas tort. Autant certaines peurs hexagonales apparaissent exagérées ou artificielles, autant celle-ci semble justifiée. Dans les grandes villes contemporaines, dans les banlieues déshéritées, dans les immenses conurbations – ces écosystèmes urbains – sans structure et sans âme, les citoyens risquent de vivre comme des exilés de l'intérieur. Ce n'est pas une particularité française, sans doute : maigre consolation pour ceux qui doivent affronter l'insécurité et l'anonymat, le gigantisme des grands ensembles et le sous-équipement des cités dortoirs, la solitude et l'effilochement du tissu social. L'urbanisation aura été le phénomène sociologique majeur de la société française durant la seconde moitié du XXe siècle. Elle a été mal conçue, mal conduite, et donc mal vécue. Ce n'est pas une question de clivage politique, de gauche ou de droite, ni même de IVe ou de Ve République. Depuis la Libération, l'ampleur et la rapidité du choc ont été constamment sous-estimées et insuffisamment préparées canalisées et accompagnées. Il y a eu à la fois déficit de diagnostic et déficit de thérapeutique.

Cela fait beaucoup à l'échelle d'un peuple. Les Français ont été victimes des carences de la politique urbaine. Les plus chanceux ou les plus dynamiques ont su y faire face. Les plus faibles, les plus malheureux ou les plus isolés ont trop souvent été meurtris, parfois même déséquilibrés par l'urbanisation sauvage ou semi-civilisée. Il en est né une peur des villes qui ressemble fort en réalité à un syndrome de déracinement. Elle n'est pas artificielle, elle n'est pas démesurée, elle n'est pas irrémédiable. Elle implique néanmoins un traitement d'urgence.

La Grande-Bretagne ou l'Allemagne, l'Italie du Nord ou la Hollande se sont progressivement urbanisées, notamment depuis le XIXe siècle. En France, l'accélération a été plus récente et beaucoup plus brutale, ceci expliquant naturellement cela. Trois français sur quatre sont aujourd'hui des citoyens, huit sur dix vivent dans des écosystèmes urbains, un sur deux habite en banlieue. Bien plus, et ce chiffre est sans doute le plus significatif de tous, 80 % des français sont désormais concentrés sur 20 % du territoire et cette pente ne se ralentit pas. Au rythme actuel, 90 % des Français vivront bientôt sur 10 % de l'Hexagone. Les campagnes se seront désertifiées et les banlieues auront interminablement proliféré.

Dans les pays d'Europe, où cette évolution s'est faite en un siècle et demi, l'urbanisation n'a pas toujours été une réussite, il suffit d'approcher Manchester ou Liverpool pour s'en convaincre. En France, tout a commencé plus tard pour acquérir progressivement une vitesse de moins en moins contrôlable : cent mille ruraux rejoignaient les faubourgs chaque année au XIXe siècle ; cent quarante mille s'agglutinaient autour des villes tous les douze mois pendant la première moitié du XXe siècle ; cinq cent soixante-dix mille néo-citoyens s'entassaient maintenant chaque année dans les banlieues les moins riantes. Le tempo est donc cinq fois plus rapide aujourd'hui qu'il y a cent ans. La France s'est urbanisée trop lentement au départ, trop

rapidement à l'arrivée. Les conséquences étaient prévisibles : la France rurale dépérit et s'étiolle ; celle des banlieues s'étend interminablement comme un corps sans âme et sans cœur ; celle des villes pratique de plus en plus une ségrégation sociale et culturelle impitoyable. L'Hexagone des années 90 est peuplé de ruraux clairsemés et de néo-citadins transplantés. Les uns se sentent abandonnés, les autres se sentent étrangers. Les racines rurales dépérissent, les racines urbaines languissent.

Les nouveaux citadins doivent affronter trop souvent à la fois le gigantisme et l'artifice. La découverte de la ville passe généralement, pour ces émigrants de l'intérieur, par des grands ensembles inhumains, par de funèbres cités littéralement désocialisées. Toutes les études le montrent ; les Français souhaitent vivre dans des maisons individuelles et rêvent d'en être les propriétaires. C'est d'ailleurs le cas aujourd'hui d'un Français sur deux. Cela signifie aussi qu'une forte minorité des Français reste frustrée sur ce point. Lorsqu'il s'agit des néo-citadins, commençant trop souvent par les logements les plus modestes, les plus éloignés des centres-villes, concentrés dans de grands ensembles sans vie collective, sans traditions, sans tissu social, sans lieux de loisirs, sans boutiques ou presque, avec des services publics incomplets et craintifs, une insécurité latente, des cohabitations difficiles, c'est le cauchemar. Les cités dortoirs constituées de tours inhumaines et de ces immenses « barres » sans fin – l'une d'elles s'étendait sur 420 mètres – constituent même de véritables provocations sociales. Les architectes parfois célèbres qui les ont conçues portent de lourdes responsabilités, que partagent d'ailleurs les autorités administratives et politiques qui les ont laissés faire.

Aujourd'hui, on cherche enfin à réagir énergiquement. On fait sauter à l'explosif, peu à peu, ces monuments d'aliénation dont on célébrait étrangement les mérites jusqu'aux années 70. Si les apprentis sorciers qui en ont fait le choix avaient voulu accumuler tous les handicaps possibles, toutes les déstabilisations imaginables, ils ne s'y seraient pas pris autrement. La sociologie urbaine, l'urbanisme social représentent l'un des échecs les plus brutaux et les plus prévisibles de la France d'aujourd'hui. Autant la modernisation économique a été menée bon train, autant l'influence politique de la France et sa vocation européenne constituent des motifs d'espérance, autant la peur de la ville a été littéralement programmée et fabriquée par une forme étrange d'indifférence, d'inconscience ou d'incompétence collective. La peur des villes est aujourd'hui l'un des actes manqués les plus flagrants et cependant les plus résistibles de la société française.

Au-delà des facteurs matériels qui l'engendrent, elle se manifeste d'abord par de multiples déchirures du tissu social. La société française d'antan se décomposait en une série de communautés relativement homogènes, avec leurs coutumes, leurs traditions, leurs symboles et leurs langages, leurs autorités et leurs hiérarchies. La communauté villageoise s'organisait autour de la paroisse, de l'instituteur et de son école laïque, de quelques notables locaux, hobereaux et propriétaires terriens, d'une

poignée d'artisans. Les faubourgs, eux, avaient leurs militants et leurs fêtes, leurs sections et leurs syndicats, leurs commerçants, leurs hommes de loi et leurs médecins, leurs rites et leur solidarité. Quant aux villes traditionnelles, elles avaient leurs corporations et leurs quartiers, leurs cérémonies et leurs milices, leurs étiquettes et leurs stratifications subtiles jusqu'à leurs saints patrons qui rivalisaient d'un métier à l'autre et d'une paroisse à sa voisine, en une étrange et pittoresque concurrence.

Tout cela n'est plus aujourd'hui que souvenir et tradition orale. L'Eglise catholique a cessé depuis belle lurette d'être un puissant facteur d'encadrement social, d'ailleurs parfois critiquable mais stabilisateur. Elle imposait jadis sa morale et ses mœurs, ses rites et ses pompes. Elle scandait et organisait la vie des différentes communautés. Elle instruisait, soignait, recueillait puis pesait, influençait, dirigeait et parfois imposait. Désormais, si 80 % des Français se déclarent encore catholiques, ils ne sont plus, selon les sources, que de 11 % à 14 % à pouvoir être considérés comme des pratiquants réguliers. Un sur deux de ces catholiques proclamés n'entre à l'Eglise qu'à l'occasion des grandes cérémonies qui ponctuent la vie : le baptême, le mariage, l'enterrement. Moins du tiers de ces demi-chrétiens sont d'ailleurs réellement persuadés de l'existence de Dieu. Pour ceux-là, en d'autres temps, s'ils l'avaient avoué, c'eût été le bûcher.

Si l'enseignement catholique se porte bien, et prend en charge près d'un enfant sur six (beaucoup plus dans certaines régions, à l'Ouest de la France notamment), les chrétiens de l'Eglise de Rome considérés comme vraiment actifs au-delà de l'assistance à la messe ne sont plus que 5 % des catholiques français, soit deux millions en chiffres ronds. C'est beaucoup par rapport aux effectifs associatifs, a fortiori aux effectifs politiques, c'est bien peu par comparaison avec ce qu'était encore la puissance de l'Eglise catholique française il y a cinquante ans.

Dans le tissu social français, la fibre catholique s'affaiblit et s'effiloche. Dans les campagnes, la crise des vocations sacerdotales se fait terriblement sentir. Dans les villes et dans les banlieues, surtout récentes, la paroisse n'est plus, bien souvent, qu'une structure secondaire, voire marginale. C'est ainsi l'une des composantes essentielles de la société qui dépérit, l'un des facteurs d'encadrement les plus actifs, jadis même les plus envahissants, les plus impérieux qui vacille. Le petit paysan breton, formé par l'Eglise catholique, habitué au magistère du recteur de son village, découvre, en s'installant dans la banlieue d'une grande ville, de grands ensembles sans églises, des communes sans prêtres, des Français déchristianisés. L'image naïve et familière de l'Eglise d'avant-guerre – les troupeaux de fidèles menés par le bon berger en soutane – ne correspond plus à rien. Dans la France contemporaine, il n'y a plus ni troupeau, ni berger, ni soutane. Seulement des néo-citadins livrés à eux-mêmes.

Ce qui vaut pour Don Camillo, vaut tout autant pour Peppone. A l'étiollement de l'Eglise catholique correspond presque symétriquement le dépérissement syndical et le déclin du parti communiste. La comparaison ecclésiale – l'Eglise rouge contre l'Eglise noire – relève naturellement de la simplification outrancière. Le parti communiste et la CGT ont cependant joué, eux aussi, un rôle social important, notamment dans la France des banlieues. Ils donnaient naissance à ce qu'Annie Kriegel avait baptisé, d'une formule fameuse, la « contre-société ». Le PC avait ses militants – alors fort nombreux –, sa presse, omniprésente, ses foyers pour les vieux, ses organisations de jeunesse pour les enfants et les adolescents, ses centres de vacances et ses activités culturelles, ses ciné-clubs, ses équipes de football et ses sorties le dimanche. A cette époque, la presse dominicale était essentiellement celle qui, du côté catholique, se vendait sur les parvis à la sortie de la messe, et celle qui, du côté communiste, se proposait à la criée devant les bouches de métro, devant les arrêts d'autobus ou sur les marchés. Tout comme le catholicisme, le communisme n'était pas seulement une foi et une pratique, mais un mode de vie, une camaraderie, une solidarité, une hiérarchie aussi, et même une liturgie avec ses fêtes – la « reprise des cartes », la vente du muguet le 1^{er} mai, la fête de l'Humanité, le « repas fraternel » pour célébrer l'anniversaire de la grande révolution d'octobre. C'était une communauté avec sa mémoire, ses chants, ses images d'Epinal, sa galerie de grands hommes et de glorieux ancêtres, ses films cultes et ses mariages entre camarades. Il n'en reste à peu près plus rien.

Vingt années ont suffi pour pulvériser les mythes, détruire les icônes, effacer le « grand rêve », asphyxier la presse, disperser les « copains », exorciser les illusions et ruiner le militantisme. La vérité et la démocratie y ont sans aucun doute gagné, la sociabilité et la solidarité des banlieues y ont, d'une certaine manière, perdu. Les néocitadins sont en tout cas privés, sinon de Marx et de Jésus, du moins des vicaires et des militants : deux formes d'encadrement traditionnel antagonistes et asymétriques, l'une et l'autre réductrices – par des moyens et pour des fins certes incomparables –, qui se désintègrent pourtant quasi simultanément, même si l'Eglise a par principe l'éternité devant elle, alors que le communisme municipal voyant s'effondrer l'empire soviétique, en est conduit à douter du sens de l'Histoire.

A cette deuxième déchirure du tissu social urbain, il faut en ajouter une troisième qui n'est pas moindre : l'ébranlement du modèle familial classique. Ce n'est, cette fois-ci, ni rejet ni indifférence, ni laïcisation ni démythification. La famille reste la valeur sociale française la plus populaire dans tous les sondages, la plus valorisée par la culture, la mieux entretenue par sa charge affective et sentimentale. Elle déborde la dimension sociale, elle survit aux avatars économiques et matériels, elle persiste grâce à sa nature biologique, instinctive, émotionnelle. Elle constitue toujours la cellule souche, le lien social par excellence, le refuge et le foyer. Elle possède un capital affectif et physique inaliénable. Elle n'en est pas moins soumise à rude épreuve. Elle n'en traverse pas moins, elle aussi, une crise spectaculaire. Elle ne s'en applique pas moins par priorité

aux néo-citadins qu'elle contribue ainsi à isoler et à déstabiliser. Elle n'en participe pas moins, à sa façon, à grossir la peur des villes.

Le tissu familial tend en effet, à son tour, à se déchirer comme le tissu religieux, comme le tissu politico-syndical, même si ce n'est pas au même rythme, de la même façon, dans les mêmes proportions et surtout avec les mêmes perspectives. Il n'empêche : la crise familiale est là, d'autant plus significative qu'elle touche une institution plus solide et plus ancestrale. Celle-ci reste infiniment plus influente et plus présente dans la vie sociale et personnelle que ne le sont l'institution religieuse ou l'institution syndicale ou partisane. La culture familiale est plus vivante et plus répandue que la culture religieuse ou la culture militante. Elle est moins sinistrée que la culture communiste, moins éprouvée que la culture catholique. Elle n'apparaît cependant pas indemne. Elle semble même particulièrement mal en point chez les néocitadins, dans les grands ensembles et les banlieues en difficulté. Elle y fait front mieux que toute autre institution, mais moins bien qu'elle ne le faisait elle-même auparavant. Elle ne s'effondre pas, mais elle vacille, et le phénomène impressionne d'autant plus qu'il s'agit du groupe bénéficiant d'une solidarité par principe introuvable dans les autres types d'organisation sociale.

La famille tribale dépérit : les cousinages, les parentèles, les alliances s'estompent, se distendent, se relâchent. Hormis quelques cérémonies essentielles (baptêmes, mariages, enterrements), les limites de la famille tentent à se raccourcir et à se concentrer sur la famille la plus proche. Dans les campagnes ou dans les petites villes les traditions se perpétuent encore, tant bien que mal. Dans les métropoles, dans les cités dortoirs, dans les banlieues des grandes villes, elles dépérissent peu à peu. Le lien du sang n'est plus ce qu'il était, le lien social se délite.

La famille patriarcale, elle aussi, régresse progressivement. La cohabitation entre trois générations – grands-parents, parents, enfants – se fait de plus en plus rare, notamment là encore dans les systèmes urbains. Il est vrai que deux tiers des Français ont encore des parents ou des enfants mariés à moins de vingt kilomètres de leur domicile. Chacun tente ainsi de préserver, tant que faire se peut, une proximité physique. La nature des logements (les appartements de taille modeste remplaçant les fermes), l'allongement des scolarités (avec des enfants plus longtemps installés chez leurs parents), les nécessités professionnelles et, par-dessus tout, l'évolution des mœurs et des cultures éloignent cependant les aïeux. Les maisons où les différentes générations se répartissaient les étages sont devenues aujourd'hui des curiosités. Les fermes menées par le patriarche et sa femme, régnaient sur deux autres générations actives ou scolarisées, font figure de survivance. Le pourcentage des personnes âgées vivant seules augmente sans cesse. S'il n'est que de 20 % dans les villes de moins de cent mille habitants, il atteint 46 % à Paris, presque une personne âgée sur deux.

D'ailleurs, les circonstances majeures de la vie personnelle elle-même tendent à se modifier, à se banaliser et, en dernier ressort, à se « défamilialiser ». Les naissances ont de moins en moins lieu aux domiciles privés, de plus en plus dans les cliniques et les hôpitaux. Les décès se produisent eux aussi de moins en moins dans la maison ou l'appartement familial, de plus en plus à l'hôpital : c'est le cas de 70 % d'entre eux, et même de 75 % en Ile-de-France. En somme, la famille rétrécit. Les rites et les cérémonies se raréfient. La famille type française devient de plus en plus la famille nucléaire de quatre personnes : les parents et un peu moins de deux enfants en moyenne. C'est la victoire du cercle privé restreint sur le cercle familial plus large. C'est aussi, immanquablement, une rupture et une « désocialisation » de la famille. Chacun se recroqueville sur le noyau élémentaire, cependant que les liens plus larges se relâchent. Là aussi, c'est un motif d'isolement, de déracinement et d'insécurité psychologique pour les migrants de l'intérieur que sont les néo-citadins.

Les peurs françaises

A . Duhamel

Flammarion - 1993